



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône Saône

Villeurbanne, le 03/11/2015

Affaire suivie par : Bertrand JOLY
Cellule Risques chroniques - ST3
Téléphone : 04 72 44 12 30
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : bertrand.joly@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UTRS-CRC-15-N°BJ0580

DEPARTEMENT DU RHONE
Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
Société VG MEYZIEU à MEYZIEU
Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Installations classées – **Société VG MEYZIEU**

Demande d'autorisation en vue d'une augmentation des capacités de production

Raison sociale : VG MEYZIEU
Adresse du siège social : 124 rue de la République
69 330 MEYZIEU
Adresse de l'établissement : Idem
Activité principale : Impression, découpe, pliage et collage d'emballages en carton

Personne à contacter : Monsieur Vincent FAVRE, directeur de site
Téléphone: 04.74.02.73.51
Télécopie : 04 72 02 58 18
vfavrel@vangenechten.com

Référence : Transmission préfectorale du 2 novembre 2015
Code Gidic : 61.4002

Par courrier daté du 8 octobre 2015, l'exploitant, consulté sur le projet d'arrêté préfectoral en application de l'article R 512-26 du code de l'environnement, formule deux demande de rectifications :

La première demande, qui concerne les « Considérant » en page 2, relève de la DDPP au titre de ses compétences.

La seconde concerne une requête de l'exploitant qui souhaite bénéficier de la possibilité soit d'évacuer, soit d'inertier les quatre cuves inutilisées présentes sur le site en justifiant sa demande comme suit : *En terme environnemental, l'inertage et l'évacuation des cuves permettent toutes les deux de mettre les cuves en sécurité et d'éviter tout risque de pollution du sous-sol à long terme.*

L'inspection propose de donner une suite favorable à cette demande compatible avec la réglementation en vigueur en modifiant la rédaction des articles 1.6.3, 5.1.1 et du titre 11 de l'arrêté préfectoral comme indiqué ci-après :

- **1.6.3 Equipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Les quatre cuves enterrées inutilisées sur le site sont, dans le délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté, vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées, puis neutralisées par un solide physique inerte, sauf si elles ont été retirées, découpées et ferrillées vers des installations dûment autorisées au titre de la législation des installations classées. Tous les justificatifs relatifs à ces opérations sont conservés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

- **5.1.1 Limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

- **Titre 11 Récapitulatif des échéances**

Articles	Types de mesure à prendre	Date d'échéance
ARTICLE 1.6.3 Equipements abandonnés	Vidange, nettoyage, dégazage et neutralisation ou évacuation des quatre cuves enterrées	Un an à compter de la notification du présent arrêté
ARTICLE 4.3.5 Localisation des points de rejet	Travaux d'amélioration de la gestion des eaux pluviales	Un an à compter de la notification du présent arrêté

ARTICLE 8.1.7 Etude Foudre	Mise en place des systèmes de protection contre la foudre	31/12/2015
ARTICLE 8.3.4 Systèmes de détection et extinction automatiques	Mise en place d'un dispositif de détection d'incendie généralisé sur l'installation selon l'échéancier suivant :	<ul style="list-style-type: none"> - Dans la zone de stockage avant le 31/12/2015 - Dans la zone de production avant le 31/12/2016 - Sur la totalité de l'installation avant le 31/12/2017
ARTICLE 8.4.1 Rétention et confinement	Mise en place d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer le confinement des eaux susceptibles d'être pollués	Un an à compter de la notification du présent arrêté

Vu, vérifié et transmis
Villeurbanne, le

5 NOV 2015

L'inspecteur des installations classées



Bertrand JOLY



Le chef de la subdivision territoriale ST2

Jérôme HALGRAIN

